



Le Travailleur Catalan

Journal ouvert pour esprits libres !

• **Bethune**

Bridgestone ferme **p.5**

• **Rugby**

USAP aux abonnés absents **p.9**

**Compagnies
théâtrales :
en danger
p.10**

Mesures sanitaires

Entre colère et incompréhension

2€ - N°3857 - Semaine du 20 au 26 novembre 2020



La troisième vague...
de colère

Pour la majorité des familles, les jours semblent bien longs, lourds de l'angoisse d'attraper la Covid ou de voir un être cher touché par la maladie, jours pleins d'incertitudes quant à l'avenir. Nous ne pouvons que recommander le strict respect des préconisations des autorités sanitaires ou de nos médecins respectifs.

Néanmoins nul ne peut nier que la gestion gouvernementale de l'épidémie a été et reste plus que chaotique. Au lendemain d'un premier confinement décidé dans la panique, tous les scientifiques annonçaient l'arrivée d'une seconde vague. Et cette dernière est arrivée comme prévue, mais trop peu de leçons du printemps dernier ont été retenues. Toujours la même impréparation, la même navigation à vue : un appel à partir en vacances suivi d'un nouveau confinement décidé en deux jours, des établissements scolaires ouverts avec des protocoles sanitaires trop approximatifs et toujours inapplicables, des super et hypermarchés ouverts, qui brassent des centaines de personnes, tandis qu'on ferme le petit commerçant du coin de la rue ou du village, la culture condamnée au silence quand on continue à entasser les salariés dans les transports en commun, ... Ce deuxième acte de la pandémie montre, comme le précédent, les incohérences et les carences de l'exécutif. Il jette une lumière crue sur la béance qui existe entre des citoyens à qui on ne demande que d'obéir, sans discussion préalable, sans concertation avec leurs syndicats, leurs partis, leurs associations, et ceux qui, là-haut, dans leurs « châteaux », nous dirigent.

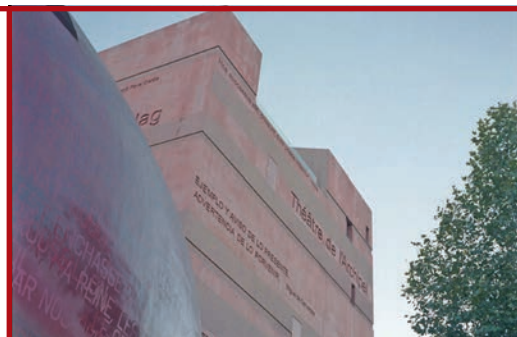
Et ces derniers ne sont pas inactifs, loin de là. Ils entendent bien profiter du saisissement provoqué par la crise sanitaire pour préparer le jour d'après. Mais un jour d'après qui prolonge et aggrave tout ce qu'ils voulaient déjà mettre en branle les jours d'avant : la réforme de l'assurance chômage qui privera de droits 1,1 million de privés d'emploi, le report de l'âge de la retraite que vient de voter le Sénat dominé par la droite, la loi sur la sécurité globale proposée par les députés de LaREM, loi liberticide portant atteinte à la liberté de la presse, ... Tout cela en piétinant la démocratie au nom d'un état d'urgence où le Conseil de défense et de sécurité nationale (CDSN), supplantant le conseil des ministres, est devenu le lieu-clé des prises de décision de l'exécutif. Là aussi, la crise sanitaire est un paravent permettant d'aggraver l'hyperprésidentialisation du régime.

Mais à trop vouloir imposer autoritairement ses choix, Emmanuel Macron et ses adeptes, au lendemain du confinement, risquent fort de voir se lever une autre vague, celle des mécontentements et de la colère...

Collecte de la banque
alimentaire des
Pyrénées-Orientales

Les 27 et 28 novembre prochains dans les 70 grandes et moyennes surfaces

Recherche de bénévoles pour effectuer sa collecte. S'inscrire sur <https://collecte.banquealimentaire.org> (masques, gants, poches non réutilisables, fournis par la banque). Inscription possible au 04.68.52.40.05 (uniquement le matin).



Menaces sur l'Archipel

Le maire RN de Perpignan annonce une réduction de la participation de la ville au Théâtre de l'Archipel. Dans notre prochaine édition, une interview de Borja Sitja, directeur du théâtre, il y expose les démarches entreprises, les conséquences pour l'avenir...

Fête annulée, souscription ouverte

Suite à l'annulation de la fête du centenaire du PCF, une souscription à laquelle le Travailleur catalan est associé, est ouverte.

Chaque souscripteur, dès lors qu'il versera un minimum de 10€, recevra le bon de soutien ainsi que le numéro spécial du TC sur le centenaire.

Numéro spécial du
Travailleur Catalan

Pour les cent ans du PCF, le Travailleur Catalan publie un numéro spécial retraçant la vie du PCF dans les Pyrénées-Orientales.

Ce numéro spécial propose au fil de ses 44 pages une chronologie succincte des cent ans d'activités du PCF. S'y ajoutent, outre des portraits de militantes et de militants, des développements sur quelques moments importants de l'histoire du PCF, ainsi que des analyses des évolutions des choix politiques, de ses stratégies.

Au prix de 5 €, ce numéro spécial sera mis en vente dès la semaine prochaine et pourra être acheté en kiosque, auprès de militants communistes ou au siège du journal.

Bon de commande

Nom et prénom :

Adresse :

Je commande exemplaires du numéro spécial « Cent ans du PCF ».

Je joins un chèque de : 5 € x = €

à l'ordre du Travailleur Catalan.

A retourner avec le chèque à :
Le Travailleur Catalan, 44 avenue de Prades,
66000 – PERPIGNAN.

Plus d'articles sur
www.letc.fr

suivez-nous sur



Habilité à la parution de vos
annonces légales.
Contactez-nous par mail :
legales@letc.fr

Journal Le Travailleur Catalan
Bulletin d'abonnement

remplir lisiblement en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse

FORMULE HEBDO PAPIER

☐ 6 mois : 40€

☐ 1 an : 78€

FORMULE HEBDO NUMÉRIQUE ET PAPIER

Site+papier

☐ 1 an : 100€

Site

☐ 1 an : 66€

Nom, prénom :

N° : Rue, bd, ave., etc. : Nom de la voie :

Code postal ou cedex : Ville :

Mail : Tél :

Bulletin à renvoyer à : Travailleur Catalan, 44 av. de Prades - 66000 Perpignan. Mail abonnement TC : abonnements@letc.fr
Tél. 04.68.67.00.88 - Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan.

Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan

Tél. 04 68 67 00 88 -

mail : letravailleurcatalan@letc.fr

Site : www.letc.fr

Commission Paritaire N° 0424 C 84 621 /
N° ISSN 1279-2039

Gérant et directeur de
publication

René Granmont

Administrateur

Remi Cathala

Conception

Priscilla Beauclair

Une : © Enrique Campaner

Calero

Illustrations : © Delgé

Impression

Imprimerie Salvador

33 bd.d'Archimède - 66200

Elne (France)

Webmaster Priscilla Beauclair

/ Dominique Gerbault

Publicité Richard Siméon

Les Français au bout du rouleau ?

Sondages. Les conséquences du confinement à répétition ont été passées à la moulinette par l'institut de sondage IFOP. Résultat : une situation inédite qui reflète, sur un fond de crise sanitaire et sociale, une crise morale profonde.

L'IFOP, dirigé par la fortunée famille Dantressangle, est une véritable institution. Tous les moyens sont donnés aux professionnels de la statistique d'y exercer leur métier. Chacun peut en tirer des enseignements qui peuvent faire débat en fonction des intérêts défendus.

Démultiplication des pressions

Le reconfinement a été marqué par une lassitude collective face aux contraintes. Elle s'est exprimée de différentes manières, qu'elles soient brutales ou silencieuses. Pour exemple, 60% des citoyens ont transgressé les règles de circulation en octobre et un tiers des personnes seules ayant un partenaire sexuel (soit 14% de la population) ont déjà transgressé le confinement pour voir leur moitié et la tendance est en hausse.

Question moral, 28% des Français l'ont en berne contre 16% l'année précédente, reflétant une usure psychologique générale. Anxiété, insomnies, dépressions, tout l'arsenal du mal vivre a envahi les têtes dans un contexte où la communication gouvernante associée à l'accumulation des peurs (pénurie sanitaire, terrorisme, chômage, dérèglement climatique, tensions géopolitiques, etc.)

n'a pas arrangé les choses et, comme souvent, ce sont les femmes qui sont les plus exposées à l'effet domino des calamités.

François Kraus, directeur du pôle politique et actualité à l'IFOP le confirme : « La raréfaction des relations sociales pose un véritable problème de santé publique, en particulier pour les Français (4 sur 10) qui vont affronter ce second confinement seuls ». Il omet toutes celles et ceux qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté, mais cela tombe sous le sens.

Dans ce contexte, une enquête sur le télétravail a été réalisée, comme les autres, pour le compte de Consolab, laboratoire spécialisé en guides d'achat, au cœur du marketing consumériste.

Le télétravail, opportunité ou roue de secours ?

– 53% des Français ont été obligés ou pensent qu'on les obligera ponctuellement à se déplacer à leur travail sans raison majeure ;

– 81% des salariés concernés ont fait ou ont l'intention de prévenir les syndicats (28%), l'inspection du travail (21%), les réseaux sociaux (18%) ou les médias (16%) quand leur entreprise ne leur donne pas la possibilité de télétravailler,



Rassemblement du 16 novembre des professionnels indépendants, restaurateurs, commerçants, artisans et artistes à Perpignan place de la République pour dénoncer la mort de leur activité.

même si cela ne se reflète pas au niveau des actes, la peur des sanctions étant comme avant la raison principale ;

– 51% des salariés sont obligés de travailler tous les jours ou partiellement en télétravail ;

– 58% souhaitent un mixte entre télétravail et présentiel. Cela ne doit pas faire oublier qu'au moins la moitié des citoyens n'est pas du tout concernée par cette statistique.

Les indicateurs de cette enquête révèlent le bon sens d'une majorité de salariés

essayant de trouver les moyens de faire face à une situation critique lourde. Ils sont majoritairement favorables à un mixage intelligent du télétravail et du présentiel dans leur vie future, ce qui donne du grain à moudre aux syndicats et associations qui travaillent sur le sujet. Même si les signes de détresse sont particulièrement forts en regard des enquêtes de l'IFOP, il s'y glisse toujours un angle de vue reflétant l'esprit de résistance.

Yvon Huet

Incohérent !

Covid-19. Retour sur les semaines passées de gestion de la pandémie par Emmanuel Macron et son gouvernement.

La relation au pouvoir suppose, sinon une confiance absolue, au moins un minimum de considération. Or dans la gestion, depuis ses débuts, de la pandémie, la bande à Macron a donné des signes multiples et variés qu'elle avait du mal à prendre la mesure des choses. Auparavant avec les gilets jaunes, avec la réforme des retraites ils avaient montré que Jupiter et son aréopage était au-dessus de ces basses contingences et que le bon peuple suivrait tôt ou tard.

Le réel vous rattrape

Avec le corona, ça a commencé pareil, quoi ? Une pandémie ? Même pas peur ! Et pour enfoncer le clou vas-y que j'aille au théâtre, avec Bribri, pour bien montrer que rien ne saurait m'arrêter. On ne va pas annuler/reculer les élections municipales pour si peu. Et puis patatrak, quand vous oubliez le réel, le réel vous rattrape et il nous a tous rattrapés et enfermés pour de longues semaines de confinement à la maison, avec suprême guignolade un papier qu'il fallait se signer soi-même pour aller acheter son pain. Mais là Macron

nous a doctement expliqué que nous étions en guerre contre un méchant virus, sans nous dire de façon explicite que dans cette guerre nous aurons les mains nues, pas de masques, on les a jetés, des services publics bien abîmés, et pas beaucoup de médicaments parce qu'ils sont tous maintenant fabriqués en Chine.

Mais nous avons fait face, nous sommes restés à la maison, nous avons télé-travaillé, les petits n'ont pas eu école, le professeur Raoult nous a fait presque croire à un remède miracle et à la téléloche avec Salomon, nous avons compté les malades et les morts tous les soirs. On nous a fait croire que ça irait mieux demain. Entre temps on a mis la démocratie entre parenthèses. Le virus a bon dos !

Déconfinés/Reconfinés

Nous l'avons un peu cru, nous l'avons d'autant plus cru que nous fûmes déconfinés en plein printemps, que nous avons un peu recommencé une vie normale jusqu'à envisager d'avoir de vraies vacances. Les autorités se sont employées à nous laisser faire un peu n'importe quoi, cet été, et à ne pas écouter les esprits

chagrins qui rappelaient incidemment que le virus était toujours là. L'attitude a pu aller jusqu'au déni, avec par exemple le ministre de l'Éducation Blanquer qui a vu une rentrée scolaire, meilleure que jamais, grâce à un protocole sanitaire aux petits oignons.

Et puis retour de ce satané réel, de ce salaud de corona, qui contraint nos grands stratèges à nous reconfiner, mais en tentant de préserver un peu l'économie, en laissant les écoles ouvertes, en promettant un peu de sous à tous ceux que la faillite menace, en disant qu'il faut continuer à ne pas se regrouper, se rassembler, ne pas faire de sport et de gym, mais en laissant les transports publics pleins d'une foule dense, les grandes surfaces et Amazon faire le jackpot, pendant que les petits commerces, les bars et restos tiraient le rideau et la gueule parce qu'ils savent qu'ils vont crever et nos villes (grandes et petites) avec. Avec une petite lumière au bout du tunnel : à la Noël si vous êtes sages, peut-être, mais il ne faudra pas être nombreux.

Comment s'étonner qu'on juge tout cela incohérent.

Jean-Marie Philibert

Fin du conflit dans le Caucase

Haut-Karabakh. Bakou et Moscou, les deux grands vainqueurs de la trêve, après six semaines de rudes combats.

Un accord signé entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie met un terme au conflit qui avait repris depuis le 27 septembre 2020. Négocié sous la médiation de la Russie, ce compromis acte la victoire militaire de Bakou, qui reprend le contrôle sur une partie du Karabakh. Moscou déploie 2 000 soldats de maintien de la paix. À l'issue de six semaines de rudes combats entre les forces arméniennes et azerbaïdjanaises au Haut-Karabakh, (enclave arménienne en Azerbaïdjan), un accord de cessez-le-feu a été conclu, lundi soir, sous la médiation de la Russie. Ces négociations sont intervenues devant l'avancée décisive de l'Azerbaïdjan sur le terrain. Ces dernières semaines, Bakou a infligé plusieurs défaites aux Arméniens de la république autoproclamée de l'Artsakh (nom d'une ancienne province du royaume d'Arménie) dans le sud autour d'Hadrou et plus au nord avec la prise, ces dernières heures, de Chouchi. La ville forteresse, érigée sur les hauteurs des massifs caucasiens s'avère un point stratégique. Elle est située à une dizaine de kilomètres

en amont de la capitale Stepanakert et domine le corridor de Latchin. Chouchi apparaît comme un véritable verrou avec le passage de la seule route d'accès qui relie l'Arménie au Haut-Karabakh.

Bakou aurait pu contrôler l'ensemble du Karabakh

Le président de l'Artsakh, Arayik Harutyunyan a expliqué avoir été obligé de « capituler » pour aboutir à ce cessez-le-feu. Après la perte de Chouchi, le 9 novembre, « les combats se rapprochaient de Stepanakert. Au rythme de l'avancée militaire (des Azéris), nous aurions perdu l'ensemble de l'Artsakh en quelques jours et subi de lourdes pertes ». Plusieurs témoignages évoquent un bilan qui s'approchait des 4 000 morts au total. Ce compromis met donc un terme à un conflit extrêmement meurtrier qui avait repris après l'offensive lancée par Bakou, le 27 septembre. Les neuf points de l'accord et sa signature entre le président azéri Ilham Aliiev et le premier ministre arménien Nikol Pachinian

ont été révélés par le président russe, Vladimir Poutine qui réaffirme son rôle de médiateur, évinçant les autres acteurs : l'Europe et les États-Unis. La Turquie, qui a aidé l'Azerbaïdjan, ainsi qu'Israël qui a fourni à ce pays de nombreux armements, s'implantent dans la région, en même temps que Moscou.

Roger Rio



Retour d'exil

Bolivie. Evo Morales est rentré d'Argentine, où il était réfugié depuis près d'un an, avant d'entamer un périple jusqu'à son fief du centre du pays.



Une ambiance festive pour le retour d'Evo Morales en Bolivie.

Le 8 novembre 2020 restera une date importante pour la Bolivie et pour l'Amérique latine avec l'investiture du président Luis Arce. Cette investiture marque le retour de la démocratie après le putsch de 2019, le retour du MAS à la tête de l'État plurinational de Bolivie, le retour d'exil d'Evo Morales et l'émergence de fortes personnalités politiques qui ont résisté aux putschistes, aux

menaces, à la répression, à l'intimidation et aux violences des milices ou de groupes armés.

Evo Morales, le premier président indigène du pays a entrepris son périple par la route jusqu'à son fief de Chimoré au lendemain de l'investiture, comme président, de son dauphin Luis Arce.

C'est dans une ambiance de fête qu'Evo Morales, « le camarade Evo » comme on l'appelle parfois, a été accueilli à Chimoré. C'est ici qu'il s'est fait connaître il y a plus de 20 ans comme leader syndical des producteurs de coca. On fête le retour de l'enfant du pays. « Quand il était au pouvoir il n'y avait pas tous ces morts, toutes ces larmes, toute cette souffrance, explique une habitante. Mais maintenant qu'il est rentré, tout va aller mieux. » Ils sont des milliers à s'être réunis, pour écouter son discours. L'ex-président, tout sourire, n'a rien perdu de son charisme. « Le Mouvement vers le socialisme ce n'est pas seulement le mouvement indigène ou ouvrier, ça inclut aussi les classes moyennes et tous les secteurs de la société. Camarades, merci ! Je suis impressionné, regardez, vous êtes si nombreux, c'est ça l'unité du peuple bolivien ! »

Jacques Pumaréda

La justice espagnole entre deux eaux

Espagne. Deux procès révèlent un lien politique de cause à effet.

Le 10 novembre 2020 : le procès des complices de l'attentat terroriste des 17 et 18 août 2017 à Barcelone et Cambrils débute à Madrid. Le 21 octobre 2020 : le major Trapero, à l'époque responsable de la police catalane, est relaxé à l'issue d'un long procès pour complicité avec le référendum du 1^{er} octobre 2017 en Catalogne.

Lors du double attentat faisant 16 morts et 140 blessés, la police catalane avait fait un énorme travail de repérage et de démantèlement des cellules terroristes sous la houlette du major Josep Lluís Trapero. Il avait été reconnu comme particulièrement efficace.

Suite au référendum du 1^{er} octobre 2017 organisé par la Generalitat et son président,



Carles Puigdemont et le major Josep Lluís Trapero, tous deux démis de leur fonction.

Carles Puigdemont, le major Trapero fut démis de ses fonctions et accusé de complicité avec les organisateurs du vote. De plus, le gouvernement PP, avec sa police nationale et la garde civile, n'avait pas apprécié que le major leur reproche publiquement de ne pas avoir communiqué à la police catalane des informations sensibles qui auraient certainement permis de déjouer les attentats. Après 3 ans de procédure, il a été relaxé des poursuites pour sédition, le tribunal estimant qu'il n'avait en aucun cas aidé à la mise en œuvre de cette journée. Il avait même stoppé l'organisation des bureaux de vote dans 200 écoles de la région pacifiquement, la garde civile se chargeant du reste sans retenue dans la violence (1 000 blessés).

Un premier recul

L'arrivée de la coalition de gauche a commencé, trop lentement certes, à changer la donne. Le chef franquiste de la garde civile, Diego Pérez de los Cobos, a été limogé et le major Trapero vient de retrouver son poste de responsable de la police catalane. Reste le gros morceau d'un déni de justice qui laisse enfermés les prisonniers politiques catalans, plus de 2 000 citoyens autres étant poursuivis. Ce premier recul doit donc nous inciter à continuer la mobilisation pour leur libération et l'arrêt des poursuites.

Yvon Huet

Bridgestone abandonné par l'État

Béthune. *Le couperet est tombé, la firme japonaise du pneu licencie ses 863 salariés.*

Le gouvernement, par la voix de sa ministre de l'Industrie Agnès Pannier-Runacher, donne quitus à la firme japonaise pour licencier ses 863 salariés. Cette fermeture allonge une longue liste de délocalisations vers des pays à bas coûts de main-d'œuvre puisque, selon l'INSEE, cette industrie manufacturière aux formations très spécifiques avait déjà perdu 11 700 emplois en France entre 2006 et 2015.

Ainsi donc, c'est la ministre de l'Industrie qui s'est dévouée pour annoncer la fermeture de leur usine aux 863 salariés de Bridgestone qui produit des pneus à Béthune. Cette personnalité, connue pour ses convictions libérales, membre d'un gouvernement d'opportunistes et de carriéristes, se charge donc de dire aux hommes et aux femmes qui perdent leur emploi que le patron est libre de délocaliser sa production dans des pays où les salaires sont deux ou trois fois plus bas qu'en France afin d'accroître ses profits.

En réalité, la ministre n'a jamais cherché à maintenir l'entreprise japonaise

en France en dialoguant avec ses dirigeants. Elle voulait seulement compter sur la lassitude de l'attente pour annoncer la mauvaise nouvelle.

Cathy Apourceau-Poly
sénatrice communiste
dénonce

« Tout le monde sait que si nous sommes dans cette situation, c'est parce que Bridgestone a arrêté de développer l'usine de Béthune. Depuis 2014, les sénateurs communistes et moi-même alertons sur le fait qu'il n'y a plus d'investissement de la direction vers ce site, et qu'il finira par fermer. Il faut absolument encourager de nouveaux investissements, c'est la demande que les salariés et les syndicats portent depuis le début. Il faut aujourd'hui investir pour permettre de produire des pneus de plus grand diamètre, puisque les salariés de Béthune ne produisent aujourd'hui que des petits pneumatiques qui se vendent moins bien. C'est ce qui a été fait pour les autres sites et ça a très bien fonctionné. »



Cathy Apourceau-Poly : « Il faut encourager de nouveaux investisseurs ! »

Pour l'élue communiste, l'État doit contraindre Bridgestone à céder le site à l'€ symbolique. Après avoir touché des millions d'euros de la part de l'UE ou de l'État, ce serait la moindre des choses !

Jacques Pumaréda

Coup de gueule

Sinistre ministre

Toujours aussi imbu de lui-même, bardé de certitudes, assénant avec autorité des affirmations qu'il s'empresse de contredire le lendemain, notre ministre de l'Éducation nationale est dans le déni permanent...

La semaine dernière, les syndicats d'enseignants lancent un mot d'ordre de grève pour lui demander de prendre les décisions qui s'imposent pour endiguer la propagation de l'épidémie et éviter la fermeture totale des établissements scolaires. Au lendemain de cette journée d'action, les organisations syndicales évoquent les chiffres de 20 % de grévistes dans le primaire et 45 % dans les collèges. Mais monsieur Blanquer n'a vu que 8,78 % de grévistes dans le primaire et 10,36 % dans le secondaire, comptabilisant dans son calcul les enseignants malades, ceux qui travaillent (dans les lycées) en distanciel... Tout est bon pour faire croire qu'il n'y a pas de mécontentement chez les profs !

Même déni concernant la contamination des élèves. Alors que les données remontées des laboratoires permettent d'estimer à plus de 30 000 le nombre d'élèves testés positifs, le sinistre ministre brandit avec morgue le bilan de 3528 pour la première semaine de novembre !

Enfin, alors qu'il avait annoncé que toutes les bonnes mesures avaient été prises, la réalité a été plus forte que ses chimères et l'a contraint à accepter qu'en lycée, une partie des cours ait lieu en distanciel, mais en refusant tout allègement des programmes... qui, déjà pléthoriques, deviennent alors totalement infaisables. Mais qu'à cela ne tienne, l'ineffable monsieur Blanquer reste droit dans ses bottes et refuse d'entendre raison. Comme on dit chez moi, « on ne fait pas avancer un âne qui recule ! »

R.G.

Le masque à l'école primaire est contesté

Covid-19. *À Prades, pour la deuxième fois en dix jours, une manifestation pacifique, de quatre à cinq cents personnes, a revendiqué le « non-port » du masque pour les écoliers.*

Les participants sont venus de tout le département. Ce mouvement de grogne et de protestation, animé et initié dans un premier temps par des parents d'élèves, s'est élargi à d'autres catégories. Il reste, au regard de l'ensemble des élèves du

département, très limité. Le point de départ, que chacun peut entendre et comprendre, réside dans l'émotion provoquée par ces petits élèves portant, pour la journée de classe, un masque, dans une classe où la maîtresse et le maître, eux aussi, cachent leurs lèvres, leurs bouches et finalement l'expression même du visage. Nombre de textes de pédagogues, de psychologues et d'orthophonistes ont, sur cette question bien précise, évoqué les méfaits provisoires ou temporaires d'une telle obligation : communication perturbée, verbale et non verbale, apprentissages ralentis, troubles affectifs évidents pour qui ne perçoit plus les signes bienveillants et encourageants du visage. Le constat est sans surprise. Il relève de l'évidence. Mais aucun n'évoque les traumatismes de long terme : « On n'en meurt pas... » et, nombreux sont ceux qui prônent quand même, dans le cadre général, le port du masque pour limiter la diffusion du virus.

L'exigence s'impose

Reste l'obligation faite aux équipes pédagogiques. Pre-

nant appui sur des études (contestables?) prouvant la continuité du transport viral dans les établissements scolaires, le gouvernement a pris la décision du port du masque dans les écoles primaires. Les enseignants, bien malmenés dans cette période, ont donc le devoir de respecter cette décision. Et ils le font, ce qui, à l'évidence, pose problème, à tous. Aux parents, aux enseignants, mais surtout aux jeunes enfants qui, au bout du compte, doivent parfois faire face à des injonctions et commentaires contradictoires. Ceux de la famille contre ceux de la maîtresse et de l'école. Sans aucun doute, se poseront dans l'avenir, d'autres questions, peut-être plus essentielles : le sort réservé depuis plusieurs années à la médecine scolaire, à l'accompagnement des élèves et au suivi des enfants et des maîtres est-il acceptable ? Les effectifs dans les classes, le manque de personnels et l'insuffisance des locaux pour mettre en œuvre les mesures de distanciation devront-ils perdurer ?

Michel Marc



Prévoir l'évolution de l'épidémie...

Pandémie. Le Travailleur Catalan a demandé à Mircea Sofonea, jeune chercheur en épidémiologie originaire de Perpignan, travaillant au sein d'un laboratoire de l'université de Montpellier, son avis sur la crise sanitaire.

Vous êtes maître de conférences en épidémiologie et évolution des maladies infectieuses à l'Université de Montpellier. En quoi consiste cette discipline ?

L'épidémiologie est une discipline plus mathématique que médicale, qui étudie la dynamique de propagation d'un agent pathogène, et éventuellement son évolution, ses mutations, dans la population. Il y a deux volets dans cette étude : l'analyse des données populationnelles, qui est un travail statistique, et la modélisation de la dynamique épidémique, c'est-à-dire la construction d'une représentation abstraite du phénomène où on abandonne les petits phénomènes annexes, le phénomène observé étant le résultat de multiples interactions avec des microphénomènes considérés indépendants. C'est la solution la plus

rigoureuse pour pouvoir avoir une compréhension des épidémies passées, une quantification de la dynamique de l'épidémie en cours et l'anticipation de la trajectoire que va suivre cette épidémie.

Quelle est votre travail face à la pandémie actuelle ?

Depuis des mois, l'équipe à laquelle j'appartiens s'est intéressée exclusivement au Sars-Cov-2, source de l'épidémie de Covid. Avant le mois de mars, nous avons sous-estimé la gravité de ce nouveau virus car, contrairement aux autres coronavirus endémiques (les agents du SRAS et du MERS) les personnes infectées peuvent transmettre le virus avant l'apparition des symptômes ou sans jamais avoir de symptômes. Puis, mi-mars, avec les données asiatiques précisant l'histoire naturelle et de la maladie et à partir du nombre d'hospitalisations, et de décès hospitaliers en France, nous

avons pu reconstruire la trajectoire de l'épidémie depuis son initiation, inférer l'état de l'épidémie à un instant donné, par exemple le nombre effectif de gens infectés, et prévoir son évolution selon la politique sanitaire qui était mise en place : gestes barrières, confinement...

Certains déclaraient qu'il n'y aurait pas de seconde vague. Or elle est là. Pourquoi ?

Dès la mi-juillet, à partir de nos modèles, nous avons annoncé l'arrivée de cette nouvelle vague et avons alerté sur la croissance exponentielle* que pouvait connaître l'épidémie. Mais rien n'a été fait pour l'éviter. Il aurait fallu un protocole sanitaire plus rigoureux dès la rentrée, prendre des mesures très fermes localement, par ville, par département, suivant l'évolution du Covid. Aujourd'hui, pour reprendre un langage guerrier, les deux premières lignes de

défense ont sauté : les gestes barrières n'ont pas suffi, puis les tests, le traçage de contacts, l'isolement, n'ont pas suivi cette croissance et sont devenus insuffisants pour contrôler l'épidémie. Reste le confinement avec toutes les conséquences sociales, économiques, psychologiques que cela entraîne. Actuellement le R0 ou R effectif** est encore bien trop grand pour envisager un déconfinement avant janvier. Et si les responsables continuent de naviguer à vue, je crains fort l'arrivée d'une troisième vague...

**Propos recueillis par
René Granmont**

L'intégralité de l'interview est sur le site du TC

* Croissance qui ne cesse de s'accélérer.
Exemple : 1, 10, 100, 1000, 10000 etc.

** Nombre de personnes qui peuvent être contaminées par un individu infecté.



Arrivée du train à Villefranche

Lundi 16 novembre, ils étaient nombreux à se presser sur le quai de la gare de Villefranche-de-Conflent. Jean-Luc Gibelin, vice-président du Conseil régional en charge des transports, Patrick Cases conseiller régional, Patrick Lecroq maire de Villefranche, son second adjoint, des membres de l'association « Train en Têt », des syndicalistes, des cheminots, tous voulaient être présents à l'arrivée du premier train en provenance de Perpignan après 1066 jours d'interruption.

« Merci à tous » a déclaré le président de l'association « Train-en-Têt ». C'est bien l'action conjointe de « Train-en-Têt », de « Sauvons le train jaune », des habitants du Conflent, des collectivités locales, de la région Occitanie, qui a permis la remise en circulation du train après le terrible accident de Millas et la tempête Gloria. Il ne faut pas oublier que cette ligne déclarée « non rentable » par le rapport Spinetta était destinée à être fermée.

Eve Gerbault

L'espoir

Covid-19. Un vaccin est imminent, serons-nous pour autant tirés d'affaire ? Denis Delay, médecin, observe avec circonspection les avancées de la recherche.

Les laboratoires américain (Pfizer) et allemand (BioNTech) ont rendu public les résultats de leurs recherches et sont prêts à commercialiser un vaccin. L'annonce a fait naître un immense espoir mais aussi des questions : quelles seront les réactions immunitaires, les effets indésirables ? Combien de temps va durer la protection ?

La découverte d'un vaccin a été rapide, mais il existe beaucoup d'incertitudes. Quel est votre sentiment ?

Il faut saluer le génie humain ! C'est une maladie nouvelle, identifiée en moins d'un mois, et plusieurs vaccins sont proposés en à peine un an ! Ils sont encore à l'étude et font appel à des techniques de fabrication différentes. Les méthodes du virus inactivé peuvent être proposées très vite sans crainte d'effets inconnus. Elles s'appliquent déjà dans certains pays (Chine, Brésil) mais il est à craindre que ce procédé immu-

nise mal ou à court terme. D'autres sont innovantes. Elles soulèvent beaucoup d'interrogations et imposent des études préliminaires mais elles ont l'objectif d'être efficaces.

Serons-nous débarrassés de la Covid-19 ?

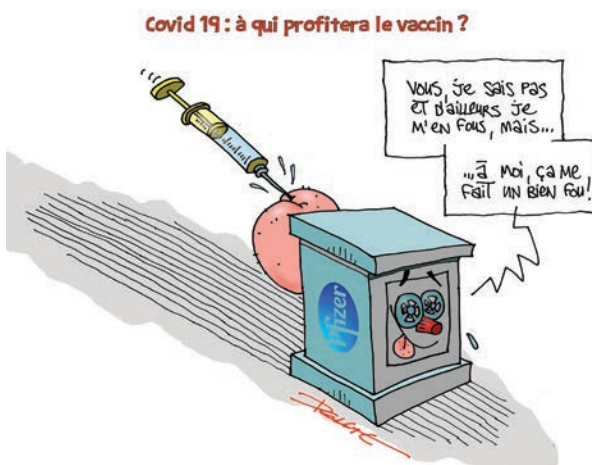
Dans l'immédiat, il faut espérer que le vaccin réduira fortement la propagation du virus et le nombre de cas graves, ce qui nous permettra de reprendre le cours de la vie normale. Il serait prétentieux de penser à une immunité définitive aujourd'hui. Faire disparaître totalement la maladie demandera plus de temps. Les chercheurs ont un défi à relever, il faut leur accorder notre confiance.

La technologie ARNm (acide ribonucléique messager), base du vaccin, est-elle dangereuse ?

L'ARNm ne peut pas modifier le génome humain. Ce vaccin est très prometteur. Il peut donner une immunité forte et de longue durée qui nous débarrasserait de la maladie. Mais il y a encore beaucoup d'inconnues pour vérifier l'efficacité et l'absence d'effets indésirables. Il faut du temps pour savoir s'il tiendra ses promesses. Les dirigeants pressés de le vendre le rendent suspect. Les spéculateurs qui se précipitent en bourse inquiètent.

L'Agence européenne des médicaments examine les données du vaccin de Pfizer et BioNTech et l'Union Européenne envisage un vaccin disponible début 2021. Avant les autorisations officielles, l'annonce de l'efficacité du vaccin a provoqué un bond des Bourses européennes (Paris 5,46%, Francfort 5,56%, Londres 5,05% et Milan 5,48%).

Raymonde Cathala



Les oubliés de la pandémie !

Perpignan. *Miam, un repas au quotidien, un resto pour faire face au confinement, dans une société qui se déshumanise...*

Les Miams ont créé leur activité à la veille du premier confinement. La pandémie n'était pas vraiment au programme, mais elle a révélé, par son contexte, une association qui compte désormais sur la place Rigaud à Perpignan. Le confinement revenu, Camille, Wilfrid, Lia et les bénévoles n'ont pas hésité un seul moment pour ouvrir, malgré les interdictions, ce restaurant pas comme les autres : « *Cette question, nous nous la sommes posée collectivement, comment fermer dans une période où il est flagrant que cette société n'a rien pensé pour les plus précaires d'entre nous ?... Nous ne pouvions pas fermer les yeux sur la détresse qui monte dans cette période et où les inégalités sont criantes. Alors oui, quand ils ont de quoi s'asseoir pour manger chaud et pour se socialiser dans ce moment, c'est un plus pour tout le monde. Nous avons décidé d'agir sur tout ça et c'est le principal* ».

Un équilibre fragile !

Après en avoir informé le préfet, l'association propose d'ouvrir tous les jours et d'offrir une vingtaine de places assises pour ceux qui n'ont pas de lieux pour se poser et manger sereinement. Les menus à emporter sont possibles également. La formule d'équilibre pour pouvoir ensuite fonctionner est à 7€ pour un repas complet et bio et plus, pour ceux qui souhaitent participer à un « *repas suspendu* ». Le principe c'est l'équilibre entre ceux qui peuvent, pour ceux qui ne peuvent pas. Mais l'équilibre est fragile. Il faut être attentif à ce qui monte depuis octobre avec une explosion de la précarité : « *Nous avons constaté une augmentation de la demande... Là où nous avions 3 à 4 repas suspendus à offrir, il en faudrait plus d'une vingtaine* », s'alarment les responsables du Miam. « *Nous voyons de plus en plus de personnes s'adresser à nous, en majorité des personnes isolées, mais aussi désormais des femmes avec des enfants, des jeunes* ». Un sentiment corroboré par un grand nombre d'associations qui enregistraient dernièrement un basculement dans la pauvreté, de plus d'un



L'équipe du Miam en cuisine :
« Nous voyons de plus en plus de personnes s'adresser à nous... »

million de personnes en France.

Véran, LERM, bal des faux culs ...

C'est tombé en début de semaine, pendant que Marine Jeantet, déléguée interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté, louait le gouvernement et son plan COVID et déclarait sur Public Sénat que les aides allaient être renforcées, notamment pour les plus précaires, le ministre des Solidarités et de la Santé Véran, lui, vient de décider de les baisser. Ainsi, par un vote du budget à l'Assemblée nationale, les crédits passent de 72 millions en 2020 à 64 millions en 2021. Une baisse de 11%, au moment le plus critique de la pandémie. Le Secours populaire indiquait en outre que 45 % des personnes aidées cette année étaient jusque-là inconnues de l'association.

Philippe Galano

* Pour les repas suspendus vous pouvez envoyer vos dons directement à l'association MIAM 22, place Rigaud, Perpignan ou en ligne helloassos.org.

« Quand c'est pas clair, c'est Blanquer ! »

Éducation. *Le 10 novembre, plus de deux cents enseignants du primaire et du secondaire et des parents d'élèves se sont rassemblés devant les services de l'Éducation nationale pour protester contre le protocole sanitaire qu'ils jugent inapplicable.*

Ulcérés par les ordres et contrordres du ministre Blanquer et un protocole sanitaire qui ne protège ni les élèves ni les enseignants, une intersyndicale (CGT, FSU, FO, SUD) a appelé les personnels à la grève mardi 10 novembre et à un rassemblement devant l'inspection académique, avec le soutien des parents d'élèves FCPE. Si la grève a été suivie de façon irrégulière (taux moyen de participation) de 30% mais avec des écoles entièrement fermées d'autres avec un faible taux de participation, le rassemblement a réuni plus de deux cents personnes, toutes masquées, et ce malgré

le confinement.

Le SNUipp-FSU, syndicat majoritaire du premier degré, avait tendu une corde devant l'entrée sur laquelle étaient accrochés des petits mots rédigés par ceux qui voulaient exprimer le ras le bol de leur vécu. « *Ordres, contrordres... Ce n'est plus une école à gérer, c'est une partie de Jokari !* ». « *Quand c'est pas clair, c'est Blanquer* ». « *C'est dur d'être choyés par des cons* ». La délégation intersyndicale a été reçue par le directeur des services de l'Éducation nationale, Frédéric Fulgence. Pour lui, l'anxiété des enseignants est infondée. Le protocole correspond à la réalité sanitaire, car les

P.-O. ne sont pas plus impactés que ça par le virus. Pour lui, le dédoublement des classes est irréaliste, notamment parce qu'il donnerait deux fois plus de travail aux enseignants, distanciel et présentiel. Voilà pour le discours officiel. Depuis, la majorité des lycées ont dédoublé les classes sans avoir recours au distanciel, ce que réclamaient les syndicats. Mais chaque lycée a sa propre organisation : présence des élèves soit une semaine sur deux, soit un jour sur deux, soit quatre jours sur cinq. Ce que déplorent les syndicats qui souhaitaient un cadrage national.

A.-M. D.

En Català



Libertat, igualtat...

- I bé què, on n'ets de la teua evolució contra el centralisme dels estats? Sempre vilegis locals contra

en defensa dels pri-
l'interès general?

- Va, va, segueix fotent-te. Te diré millor, que al dia d'avui, si vols ver callar algú, li cal dir que és una víctima d'algun "complotisme"...

- Sí, això ha substituït altres recursos d'aquest tipus : un company deia que en una discussió, trobant-se ja sense més arguments, havia deixat anar, mig fent conya al seu interlocutor "dius això perquè ets antisemita", i l'altre havia quedat mut!

- Recordo que va passar lo mateix a l'ocasió d'un debat polític a la televisió ; el seu adversari va dir la mateixa cosa al Besancenot, llavors un líder de l'extrema esquerra francesa, el qual no va trobar res a fer sinó posar-se a plorar...

- Tot plegat la qüestió és de saber fins a quin dret es pot seguir intentant pensar a fora del ramat sense ser acusat del pitjor: és encara possible de ser una mica inquiet per la prolongació de "l'estat d'excepció", per el fet que moltes decisions siguin preses per un "consell de defensa" i no pel parlament...

- Més que tot això i més que el coronadellonsis, me fa por com tanta gent accepta, millor, demana, lleis que limiten llibertats, per tots i a tot arreu, sense cap mena d'adaptació... una manera de ser tranquil·litzats, segurament, amb algú que mani...

- Jacques Lacan era el que tenia raó, quan el 1968 deia als estudiants que el que volien era « un mestre »...

- Queda aquest problema per això: on posar els límits entre llibertat individual i interès col·lectiu? I a quin nivell pertanyen les decisions? Quan deies que algunes podien ser preses pel municipi, fins a quin punt el goig dels espais comunals per exemple? Vol dir que es pot prohibir el passeig a la gent forastera?

Home! En la "divisa" de la República francesa, al costat de "llibertat" i "igualtat", no hi ha "fraternitat"?

Apostar amb això? Deu meu!

C&C

Plus d'articles
à découvrir sur
www.letc.fr

suivez-nous sur



« Non aux amalgames dangereux ! »

Tribune. Suite à la visite de Macron à la frontière espagnole, Louis Aliot, maire de Perpignan, lui a écrit une lettre ouverte, reprenant les thèses d'extrême droite anti-immigration. Les organisations progressistes lui répondent.

Le 5 novembre, Macron s'est rendu au Perthus et au Boulou pour dénoncer la porosité de la frontière, ouverte aux terroristes, et promettre des renforts policiers afin de limiter l'immigration, coupant ainsi l'herbe sous les pieds d'Aliot ou lui ouvrant un boulevard, c'est selon. En tout cas, Aliot n'a guère apprécié que Macron ne lui consacre que quelques minutes et lui a adressé une lettre. Il y évoque les « *problématiques lourdes* » sur Perpignan dues à la porosité de la frontière, « *ligne imaginaire qui permet tous les trafics et tous les passages* » dont ceux qui menacent la nation. Il précise par ailleurs que « *l'islamisme radical a déclaré la guerre à la France* » et qu'il est donc nécessaire de « *maîtriser les frontières* ». Il y déplore l'augmentation du nombre de mineurs non accompagnés (MNA) qui doivent être pris en charge dans des « *conditions [...] de plus en plus difficiles tant*

l'agressivité et les faits de violence chez cette population s'accroissent ».

Réponse des organisations

Les organisations progressistes* ne pouvaient manquer de réagir. Elles l'ont fait en rédigeant une tribune adressée à la presse écrite et dans laquelle elles dénoncent « *le but annoncé [par Macron] de renforcer la lutte contre le terrorisme, le trafic de drogue et l'immigration clandestine a délibérément conduit à un amalgame indigne désignant comme boucs émissaires tous ceux et toutes celles qui fuient les guerres et la misère* ». Et de préciser : « *Louis Aliot accuse éhontément ces enfants de passer en masse la frontière, d'être des délinquants en puissance et de ruiner le département. Ce qui est faux (...) Nous nous élevons contre ces propos dangereux et fallacieux qui alimentent le racisme et la*

xénophobie et qui divisent la société ». Et de dénoncer « *une attitude de chasse à l'étranger de surcroît sur cette frontière du Perthus qui a connu, avant guerre, avec la Retirada, le premier grand exode européen lié au fascisme d'hier(...) Fidèles aux valeurs fondatrices de fraternité de notre République, nous sommes fiers de contribuer à l'intégration de tous ces exilés et ne baisserons pas les bras face aux amalgames inacceptables que certains tentent d'effectuer* ».

A.-M.D.

L'intégralité de l'article est sur le site du TC

*Associations : AFPS, ASTI, Bouge toit, Cimade, Collectif « bienvenue aux migrants en Conflent », Coup de soleil, Emmaus Catalogne, Femmes solidaires, LDH, MRAP, Nawroz en France, RESF, Welcome to migrants 66

Partis : EELV, NPA, PCF, PG

Syndicats : CGT, CNT 66, Solidaires

Dernières nouvelles de L'Alternative

Vote. C'est avec trois voix d'avance que la structure créée en 2019 en vue des municipales à Perpignan a acté sa continuation sans les organisations politiques.

L'Alternative, le nom a été choisi lors d'une des assemblées citoyennes qui ont jalonné le parcours de ce mouvement dont l'originalité était de rassembler citoyen.nes et partis politiques et organisations de gauche. Certes, le résultat obtenu à l'élection municipale de Perpignan a été décevant (6,5%) mais il y a eu un réel travail collectif et des perspectives pouvaient s'ouvrir.

Début octobre, la question du devenir de L'Alternative était soumise à un vote. Trois options étaient proposées : continuer L'Alternative avec citoyen.nes et partis politiques, continuer sans les partis politiques, ou la dissoudre. Sur les 88 votants (32% de participation) l'option sans les partis politiques a été jugée « idéale » par 37 personnes, l'option citoyens et partis rassemblés par 34, la dissolution par 6. C'est donc avec une très faible majorité qu'a été actée la fin de L'Alternative telle qu'elle a fonctionné durant la campagne des municipales de 2020. Les communistes de Perpignan s'étaient fortement impliqués dans l'Alternative, « *convaincus de la nécessité de réunir largement citoyen.ne.s et partis politiques, et porteurs depuis 2018 de l'exigence d'un rassemblement à gauche dans la perspective des élections municipales* ». Dans un communiqué ils réagissent au résultat du vote. « *En décidant de se passer des partis politiques, une majorité de membres du collectif... rompt avec ce qui a fait la force et l'originalité de l'Alternative, avec ce qu'elle était par essence, le rassemblement de citoyen.ne.s et de forces organisées, que nous proposons pour notre part de poursuivre. Nous le regrettons mais nous en prenons acte (...) Nous restons en effet convaincus de la nécessité de faire émerger un cadre de rassemblement, d'action et de proposition face à la politique d'Aliot. Nous souhaitons construire, avec toutes celles et ceux disponibles, une véritable opposition populaire au maire de Perpignan. Et pour ce faire, il est nécessaire que les forces citoyennes, de gauche et de l'écologie unissent leurs efforts dès maintenant.* »

N.G.

Déshérence du centre ville

Perpignan. Le nouveau maire annonce des allègements de coût du stationnement. Pour les communistes la gratuité des transports, c'est mieux.

Les annonces de Louis Aliot à propos du stationnement ne déplairont sûrement pas aux automobilistes, deuxième heure gratuite, samedi matin idem. Des mesures à même, selon le maire, de satisfaire les commerçants et de rendre le centre ville plus attractif. Dans le même temps, Indigo, l'entreprise en charge de la délégation de service public, en profite pour réduire d'un

million d'euros la redevance payée à la ville.

Dans un communiqué, les communistes de Perpignan réagissent à ces annonces. Tout d'abord en s'interrogeant « *Ce cadeau à Indigo entraînera une hausse des impôts locaux. Sera-t-il pour autant efficace ? On peut en douter* ». Pour eux, au vu des études et expériences tentées dans plusieurs communes, « *la mesure qui contribue le mieux à redonner vie aux centres villes, c'est la gratuité des transports. Une gratuité obligatoirement assortie d'une réorganisation complète du réseau permettant de répondre à tous les types de besoins de déplacement* ». Ils en appellent à la ville, à la communauté urbaine : « *Voilà un choix politique que devraient porter les deux institutions. Cette mesure d'accès au droit à la mobilité pour tous, allie social, économique et écologie. Partout où elle est appliquée, elle fait augmenter de façon très significative la fréquentation des transports en commun. Elle s'adresse à un public bien plus large que celui qui vient stationner en centre ville et offre de fait une alternative convaincante à l'utilisation de la voiture* ». Une option qui va aussi dans le sens de l'écologie, « *elle contribue à libérer le centre ville des voitures et permet à toutes et tous de s'y promener et d'y faire ses achats* ». C'est une proposition que les communistes, avec d'autres, portent de longue date et qui reste d'une brûlante actualité. Une proposition qui mériterait sans doute un large débat public.

N.G.



Indigo a réduit d'un million d'euros la redevance payée à la ville

ràdio @rrels

Les éoliennes industrielles divisent encore

Énergies. Une concertation préalable dématérialisée a débuté le 4 novembre sur les communes de Banyuls-dels-Aspres et Brouilla. Le projet d'installation de six grands mâts fait débat.

Le contexte général est bien connu et le consensus bien réel. La nécessité d'agir pour le climat, le principe même de faire progresser dans le mix énergétique la part d'énergies renouvelables est à peu près acquis par une immense majorité de citoyens, même s'il reste à la marge quelques individus contestant le réchauffement climatique et sa gravité concernant l'avenir. Mais le débat, souvent vif, s'invite quasiment à chaque fois qu'apparaît un nouveau projet éolien industriel. Il y a débat pour un projet gigantesque entre Céret et Maureillas-Las Illas, un autre du côté de Feuilla, en Fenouillèdes, et celui-ci, au bas des Aspres, dans la plaine. Les mobilisations sont importantes, celles des contre et celles des pour, les arguments entendables même si parfois, les dérapages et les invectives feutrées polluent momentanément les discussions. Les « contre seraient égoïstes et se moqueraient de l'intérêt général », et les

« pour le seraient uniquement pour des intérêts personnels, ou collectifs mercantiles... ».

Des ressources vitales pour les communes et quelques propriétaires

Le projet est privé, le choix du site n'appartient pas aux communes et seul, l'État, et donc le préfet, autorise ou non une telle implantation. La concertation n'est pas un référendum. Les deux maires le disent eux mêmes dans la presse « *Je préfère discuter pour six éoliennes plutôt qu'on me les impose dans quelques années* ». Ils poursuivent en relativisant l'impact et la pollution visuelle, et précisent l'abandon depuis plus de 25 ans de ces terres en friches : « *Aucun cep de vigne ne sera arraché* » évoquant les projets attenants de réhabilitation de ces terres. Enfin les retombées financières pour la commune et les proprié-

taires des terrains utilisés sont évoqués, en toute transparence : 15 000 €/an pour les propriétaires et 170 000 €/an pour la commune.

L'impact paysager sera désastreux

Du côté des contre, on met l'accent sur la destruction du site, sur les distances extrêmement courtes entre les mâts et les premières maisons d'habitation (de 500 à 900 m), sur les dégâts touristiques inévitables, sur l'impact indirect contre la réputation même des vins côtes du Roussillon, sur les tonnes de béton en terre, sur les protocoles de démantèlement et les atteintes à la biodiversité. Ils évoquent aussi l'anarchie dans les implantations en l'absence de schéma directeur. Des vignerons, des propriétaires de gîtes sont mobilisés et remontés. L'association *Le Vent Tourne*, sur son site consultable, précise ces positions qu'elle

soutient, argumente et pousse plus loin sa réflexion. À quand un débat sérieux sur l'efficacité énergétique de ces implantations, sur les bénéfices importants promis et garantis à ces « porteurs de projet privés », sur l'anarchie libérale qui règne dans leur promotion ?

Michel Marc



Le projet est privé, le choix du site, le fait d'autoriser ou non l'implantation, appartient à l'État et donc au préfet.

L'USAP aux abonnés absents

Rugby. Dans un stade Aimé-Giral privé de supporters, les Catalans, convalescents, laissent la victoire aux Biterrois (10-16).

Ils sont entrés sur la pelouse, un crêpe noir à la manche, les joueurs catalans. Hommage à Stéphane Mallet, directeur commercial et marketing de l'USAP entre les années 2013 et 2018, tragiquement disparu dans un accident de la route la veille de la rencontre. Le stade Aimé-Giral bien triste en cette soirée de huis clos. Par ce contexte sanitaire actuel, pouvoir tout de même jouer au rugby peut paraître une bonne nouvelle. Ouais ! Mais le rugby ne supporte pas des tribunes vides. L'ambiance monte des travées. Les joueurs s'en imprègnent et arrivent à se transcender lorsqu'ils se sentent poussés par leurs supporters. Normal ! L'adversaire aussi peut y trouver sujet à motivation. Le match n'en est, dès lors, que plus engagé, plus spectaculaire, en un mot plus vivant.

Du jeu restrictif de Béziers...

Ils n'avaient pas fait les quatre-vingt-quinze kilomètres

pour s'offrir en victimes expiatoires des Catalans. Ils savaient que la seule façon pour eux de battre l'USAP était d'imposer un jeu restrictif fait de jeu au pied, chandelles et un minimum de passes. Le ballon rendu glissant par la rosée nocturne était, pour eux, un allié supplémentaire. Oui les Biterrois avaient bien calculé leur coup. Il leur fallait des combattants, des gratteurs de ballons. Ils étaient équipés. Malgré un début de saison catastrophique, ils avaient, dans un passé récent, démontré qu'ils étaient capables de rivaliser avec n'importe quelle équipe. Une défaite sur le fil à Vannes, actuel leader du championnat. Une courte défaite à Biarritz. Une victoire contre Grenoble. Bref, une bonne (?) équipe qui sait contrer le jeu de l'adversaire.

... Au jeu sans saveur et sans jus de l'USAP

Avec six joueurs blessés ou « covidés » (motus imposé

sur le nom des malades!), l'USAP attaquait la rencontre avec un certain handicap. L'ouvreur et stratège Matteo Rodor blessé au bout de six petites minutes. Leur capitaine Mathieu Acebes sorti sur commotion après un quart d'heure de jeu. Deux éléments importants remplacés. Vous avez dit chat noir ! Mais surtout trois semaines d'inactivité due au Covid-19 qui a frappé le club, il était difficile pour les Catalans de faire front. Pas moins de onze joueurs avaient été touchés par la pandémie. Un virus qui laisse très affaibli et qui n'épargne pas, de fait, le joueur de rugby qui, lui, doit fournir des efforts très intenses. L'USAP n'est pas la seule équipe à avoir marqué le pas après avoir été contaminée. Mont-de-Marsan, Montauban défaits pour leur match de reprise. Biarritz perdit chez lui contre Vannes, se traînant lamentablement. Mêmes maux, mêmes conséquences ! Sans chef d'orchestre et avec un effectif fatigué, il était difficile à l'USAP de créer du jeu et de l'emporter. Défaite logique, me direz-vous ! Surtout en l'absence de supporters.

Aimé-Giral n'a donc toléré aucun invité si ce n'est... le brouillard en fin de rencontre pour ajouter un brin de tristesse à ce derby.

Invaincue depuis janvier 2018 sur son terrain fétiche après une défaite contre... Béziers, l'USAP perd cette invincibilité contre ces mêmes Biterrois. Quelques mois plus tard, les sang et or sont sacrés champions de France 2018 de Pro D2. Il paraît que l'histoire a tendance à se répéter. Alors...

Fins aviat i salut a tots !

Jo Solatges



Tribunes vides à Aimé-Giral.

Capituler or not capituler ?

Covid-19. Avec ce deuxième confinement les compagnies de théâtre professionnelles du département sont en danger.

Dans le TC n° 3856 l'accent avait été mis sur les inquiétudes et la grande précarité des intermittents du spectacle renforcées par ce deuxième confinement. Aujourd'hui, le regard se porte sur les compagnies professionnelles de

théâtre. Depuis le mois de mars dernier ces structures fonctionnent au ralenti. Arrêt total entre mars et juin, faible ou absence de diffusion cet été. Même si, toutes reconnaissent que les institutions reportent les représentations à l'automne-hiver, il y a beaucoup d'annulations. En septembre, les compagnies reprennent leurs activités de création et d'actions culturelles en intervenant en milieu scolaire ou en ateliers privés. Le 28 octobre, la sentence tombe, elle est sans appel : les représentations sont interdites, les ateliers ferment, les interventions dans les établissements scolaires sont possibles pour certains, annulées pour d'autres. Pourquoi, comment, personne ne sait ni ne comprend. Une seule certitude : leur situation financière est instable, ils ne pourront pas tous faire front. Comment poursuivre une création, payer des intermittents, le loyer d'un local, quand les caisses se vident, et qu'il n'y a plus de recette ? Si pour beaucoup la stupeur a qualifié le premier confinement, elle laisse la place à une inquiétude encore plus forte aujourd'hui. Personne ne se décourage, certains spectacles sont prêts, ils résistent.

Jouer, partager : un essentiel remis en cause

En avril dernier on leur demandait de savoir se réinventer. La réponse a été sans demi-mesure. « On n'a attendu personne pour le faire ! » répond en riant Amnésik Théâtre, « Se réinventer c'est notre métier ! » déclare le Théâtre du Gecko. Certains ont pensé mettre en place

des stratagèmes pour jouer, en occupant l'espace public, mais à présent c'est impossible. « On nous propose de filmer des pièces », raconte la Cie Encima, « pour quoi pas ! Mais avec quels moyens et comment ? ». « Le théâtre est un art vivant, basé sur le partage entre des comédiens et le public » rappelle le Théâtre de la Corneille, tout est dit. Une compagnie est une entreprise constituée d'intermittents du spectacle et leurs perspectives d'avenir sont en berne. « Le report des représentations, les fermetures des salles de spectacle et l'interdiction d'accueillir du public, vont provoquer une sorte d'embouteillage dans la diffusion générale et la création de nouveaux spectacles » explique La compagnie les Trigonelles. « La situation actuelle aura un impact sur les deux prochaines années. » dit Tropuscule théâtre. Comment peuvent-elles se projeter et poursuivre la création en l'absence de toute visibilité ?

Au sortir de ces rencontres avec les compagnies, se dégage une volonté commune de continuer le métier. Elles l'ont choisi, elles ont encore des choses à dire, à exprimer, à transmettre. Aujourd'hui, si certaines peuvent sortir la tête de l'eau grâce aux soutiens des institutions, d'autres risquent de mourir. Elles ont besoin d'un engagement de toutes les institutions et d'une volonté de politique culturelle forte, pour qu'elles puissent poursuivre leurs missions : donner au public, du rire, des larmes, de l'émotion.

Anne Guichet



Le monde du spectacle est isolé.
Les compagnies de théâtre ont du mal à se projeter.



Commander des livres pour les fêtes

Cette année la librairie de Noël se tiendra dans les conditions particulières de la période. La librairie Diderot se déplacera à Perpignan pour livrer des ouvrages dans le cadre des fêtes de fin d'année. Votre engagement sera déterminant pour la survie de cette librairie. Vous pouvez commander tous les livres de votre choix, romans, enfants, essais, BD, et bien sûr le centenaire du PCF.

La date limite de votre commande est fixée au jeudi 26 novembre, l'adresser à la boîte mail suivante : nicole.gaspon@gmail.com

La librairie sera présente

Le samedi 12 décembre de 15h à 18h au 44 avenue de Prades à Perpignan pour le retrait et le règlement (espèces, chèques, carte bancaire). Les paquets cadeaux seront faits sur place.

Traverser le temps pour dénouer les fils

Livre. "Cent treize vies + une" de Pascale Oriot nous interroge sur l'histoire de l'humanité en suivant des vies qui seront en lien quoi qu'il advienne.

Le roman *Cent treize vies + une* nous permet de découvrir l'auteure, Pascale Oriot, native de Perpignan. Pascale est éprise d'écriture, rédactrice culturelle pour divers magazines, puis aux commandes d'émissions culturelles télévisées, elle ne pourrait cacher son amour pour l'art et les mots. Dans *Cent Treize vie + une*, la lecture fluide et la mise en scène transportent le lecteur de pages en pages.

Le fil qui lie les vies

Nous suivons la vie de sœurs jumelles Blandine et Mélissandre, à l'époque du Moyen-Âge. Une sombre période de l'histoire, dont le décor est planté dans le département, à Villa Franca (Villefranche-de-Conflent). Dès les premières pages nous percevons des tragédies à venir, qui se confirment, nous laissant perplexe sur la tournure des événements.

C'est alors que tout prend sens. Les

émotions s'activent, manipulation et vengeance, vont être les sentiments moteurs, qui mettront en lien la vie des différents personnages nous entraînant dans un voyage sans fin... On traverse les époques, les continents et ainsi, *Cent treize vie + une*, nous ramène aux moments les plus sordides de l'histoire de l'humanité jusqu'à nos jours.

Les drames se succèdent. Si l'on ne croit pas au karma, propre à certaines croyances, ou aux âmes meurtries, on peut alors parler de conscience et de compréhension.

Ce livre évoque la nécessité d'apaisement de l'esprit pour tendre vers une vie meilleure, qui non seulement transforme la personne, mais aussi son rapport au monde et les interactions. Il se révèle philosophique, spirituel, historique et psychologique. « L'humanité semble prisonnière de récurrences, ce qui pose



l'inévitable question de l'évolution du cœur de l'homme » est-il écrit en quatrième de couverture du livre.

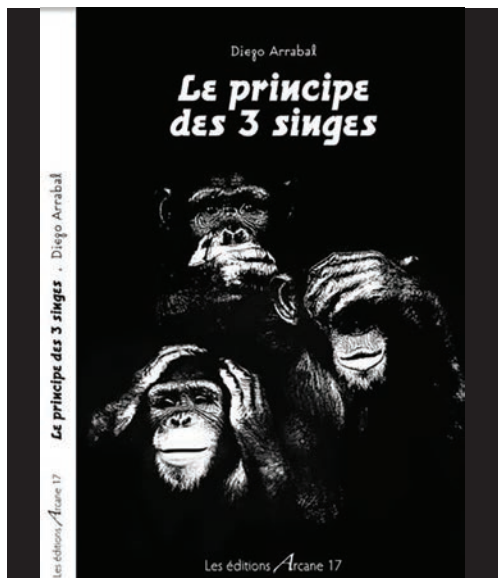
L'évolution ne serait-elle pas la capacité à admettre ses erreurs, à se débarrasser des sentiments négatifs qui assombrissent notre histoire et ceux qui en font partie ? Une certitude se dessine au fur et à mesure que les vies défilent. Il en faudra peut-être *Cent treize vies + une* ?

Priscilla Beauclair

Pascale Oriot, *Cent treize vies + une*, éd. Les presses littéraires. Prix 16 €

Meurtre au collège

Polar. Diego Arrabal situe l'intrigue de son ouvrage au sein de l'Éducation nationale non sans un clin d'œil à Agatha Christie.



La littérature policière, c'est bien connu, pointe les dysfonctionnements de la société. Le principe des 3 singes, le dernier polar de Diego Arrabal, ne fait pas exception. En ligne de mire, l'Éducation nationale. Dans un collège de Nancy, une élève est retrouvée pendue dans le gymnase, peu de temps après, la principale du même collège, une sacrée peau de vache, est retrouvée assassinée dans un local associatif. Le commissaire Sévère Ney, héros récurrent de l'auteur, chargé de l'enquête, est dans le brouillard, d'où la référence aux 3 singes, personne n'a rien vu, ni entendu, et le silence est la

règle. Comme suspects, il a l'embaras du choix tant la principale avait su se rendre odieuse, autant auprès des profs et des élèves que chez les parents d'élèves. Au fil de ses investigations, le commissaire mettra à jour des problèmes de harcèlement, de violences scolaires, avec, en face, une hiérarchie dans le déni et l'immobilisme. Visiblement, Diego Arrabal a des comptes à régler avec l'institution scolaire, une institution dont il connaît parfaitement les rouages. Aussi le tableau qu'il dresse de l'établissement au cœur du drame est-il criant de vérité. Les différentes personnalités, les petites lâchetés, les abus de pou-

voir...et une galerie de personnages bien croqués nourrissent une intrigue semée de rebondissements et fausses pistes. On a là tous les ingrédients du genre que Diego Arrabal maîtrise à merveille, comme il s'amuse à l'occasion à se livrer à un pastiche d'Agatha Christie. Plus gravement, il y a dans ce livre une alerte à propos de la jeunesse, les blessures qu'elle subit, et les dommages qui peuvent durablement hypothéquer son avenir.

N.G.

Diego Arrabal, *Le principe des 3 singes*, éd Arcane 17 collection Polar rouge 19€

On peut commander le livre à la librairie Diderot à Nîmes.

Sur les expériences du communisme

Essai. Dans le cadre du centenaire du PCF, les éditions Arcane 17 publient « *Vendanges tardives du communisme* » de Michel Limousin, analyse sur les leçons à tirer de l'histoire.

Les éditions Arcane 17 se sont pleinement inscrites dans la commémoration du centenaire du PCF. Pour leur directrice, Marie-Pierre Vieu, cet anniversaire n'intéresse pas que les communistes. L'histoire du PCF « *traverse celle d'un siècle de combats pour la liberté et la dignité humaine, épouse ses résistances et révolutions* ». Pour l'occasion, la maison d'édition a publié Rouge cent. Nouvelles noires dont nous avons souligné l'originalité dans un numéro précédent, et un essai *Vendanges tardives du communisme* que l'on doit à Michel Limousin.

Michel Limousin est médecin à Malakoff dans un centre de santé qu'il a dirigé pendant plusieurs années. Il est membre de la fédération nationale des centres de santé et également du conseil scientifique de la fondation Gabriel Péri. Membre du PCF, il est l'un des responsables du secteur santé, protection sociale.

Vendanges tardives du communisme est un livre d'analyse extrêmement documenté et abouti. L'auteur y part du constat que les premières expériences du communisme au XX^e siècle ont été des

échecs. Il va tenter d'approcher la chaîne des causalités tirant la conclusion que cet échec ne signifie pas l'échec du communisme. Il peut ensuite ouvrir des pistes pour refonder une théorie de l'émancipation. Son parti pris se structure sur deux hypothèses : la première est que tout se joue entre 1917 et 1920, la seconde est de retenir la question idéologique comme prééminente dans le combat révolutionnaire.

Dans une première partie du livre il fait l'état des lieux du débat sur le communisme tant historique que philosophique et politique. L'autre moitié de l'ouvrage a pour enjeu de jeter les bases d'une nouvelle philosophie politique et sa praxis. L'ensemble des aliénations ne pouvant être traitées dans le cadre actuel du capitalisme mondialisé, il préconise de porter la perspective d'une nouvelle civilisation. On trouve là un écho de la crise de la COVID et de l'exigence de rupture de civilisation qui y fait jour.

Michel Limousin, *Vendanges tardives du communisme*, éd Arcane 17, 24€.



1920-2020. Cent ans de militantisme dans les Pyrénées-Orientales

Réalisé par l'Amicale 66 des Vétérans du PCF et de la mémoire militante, ce recueil de 115 pages, illustré de photos d'archives, inclut les biographies, récits de vie et articles sur le centenaire du PCF, parus au cours de l'année dans le Travailleur Catalan.

« Emaillées d'analyses ponctuelles sur tel ou tel choix marquant un moment fort de notre histoire, ces belles

pages, ces tranches de vie, nous disent que l'humilité, le courage, l'intelligence et la fraternité sont le berceau des combats universels : la paix, la liberté, la justice sociale, l'émancipation de l'être humain, le communisme. »

Extrait de l'avant-propos.

Le recueil est disponible en souscription à partir de 10€.

Bon de commande

Nom et prénom :

Adresse :

Nombre d'exemplaires commandés :

Total souscrit : 10 € x =€

Pour l'envoi postal : ajouter 4 € ou envoyer 4 timbres.

A envoyer à : Amicale 66 des Vétérans du PCF, 44 Avenue de Prades, 66000 - Perpignan.

Chèque à l'ordre de : ADF-PCF66.

La culture, un service public essentiel

« Un homme qui lit en vaut deux ! » C'est le slogan d'une campagne en faveur du livre et de la lecture qui remonte à bien des années, je ne vous dirai pas combien. C'était du temps où j'enseignais les lettres à des lycéens que je voulais faire réfléchir aux bienfaits de la lecture et je trouvais que ce slogan pouvait servir de sujet utile de dissertation, un brin provocateur pour des jeunes femmes et hommes dont la lecture n'était pas la première des préoccupations. Et puis surtout j'y lisais une évidence extrême à la gloire du livre, à l'enrichissement durable que certains livres nous offrent, à la communion laïque avec des écrivains qui avaient, ont, cultivent la capacité créatrice d'enrichir nos vies et de laisser une trace qui peut contribuer à nous constituer dans notre originalité, dans notre intégrité.

Le riche rapport au livre

Je n'ai pas le souvenir d'un seul lycéen qui ait violemment pris le contre-pied du slogan pour démontrer l'inanité de la lecture (ils n'étaient pas suicidaires). Mais ils parlaient tous de leur rapport au livre, de leur intimité avec certaines œuvres et de l'enrichissement qu'ils en tiraient. Donc satisfaisons-nous rétrospectivement : mission accomplie !

Mais malheureusement Castex n'a pas été mon élève, (compte tenu de son âge et du mien, il aurait pu) et visiblement sa réflexion littéraire... absente, son oubli du livre... comme nourriture essentielle, son mépris des libraires dans leur combat quotidien pour survivre avec

leur boutique s'en ressentent.

Dans les champs de ruines culturels, qu'il nous laissera à la sortie du confinement, parce qu'on en sortira un jour ou l'autre, il y aura, entre autres, quelques rideaux tirés de libraires effondrés de ne pas avoir pu continuer leur mission jusqu'au bout et de les avoir pris pour ce qu'ils ne sont pas : des inessentiels, des superflus, des amuseurs, des bouffons, au mieux capables de nous procurer un supplément d'âme.

Sortir du vulgum pecus

Supplément d'âme, cerise sur le gâteau, élément de décoration, artifice pour se faire plaisir, prétexte pour briller, occasion pour rencontrer la bonne société et faire de l'entre-soi, illusion de faire partie des « happy few » qui sortent du vulgum pecus (en clair des mastuvu qui veulent péter plus haut que leur cul). La culture ne serait que cela ! Donc fermer les cinémas, les théâtres, les musées, les bibliothèques... c'est pas grave. Il y aura bien quelques sous-produits culturels que la télé diffuse pour faire croire que le cadavre de la culture vivante bouge encore.

Mais le spectacle vivant, l'écriture vivante, la rencontre vivante avec les créateurs, l'échange intime avec une œuvre et la trace indélébile qu'il en restera seraient des clusters tout désignés. Ne se moquerait-on pas un peu de nous ?

La droite est indécrottable : elle n'a jamais aimé la culture qui n'a jamais voulu être à la botte des valeurs qu'elle prône, elle en a fait un ornement pour la vider

Le livre est-il, oui ou non, une denrée essentielle ?



de sa charge subversive. Là le corona lui offre une occasion de lui clouer le bec pour quelque temps. Elle semble ravie et ne recule pas. Castex se charge de la besogne.

Elle oublie que la culture est animée par une capacité de résistance, de persistance qui est constitutive de la vie et de la liberté qui nous animent, avec ou sans corona.

Jean-Marie Philibert

- annonces légales - annonces légales - annonces légales -

Le 19/10/2020, il a été constitué la SCI: LLUPIA Capital: 300€. Objet: L'acquisition et gestion civile de biens immobiliers en vue de location non meublée. Siège: 19 Rue des Loriots 66700 ARGELES-SUR-MER. Gérance: LAFOURCADE DAVID 1 rue de Cornella 66200 Théza. Durée: 99 ans. Au RCS de PERPIGNAN.

Constitution SSP du 02/11/2020 de IMMO GESTION 66, SCI au capital de 1000 euros. Siège: 2 rue Gabriel Péri, 66250 Saint Laurent De La Salanque. Durée: 99 ans. Gérance: M RAHMANI Rachid 24 Rue Des Caroubiers, 66600 Rivesaltes. Objet: Acquisition, location, vente exceptionnelle, propriété, gestion, administration, mise en valeur de tous biens et droits immobiliers lui appartenant sous réserve du caractère civil de la société. Cessions de parts sur décision extraordinaire des associés représentant au moins 2/3 des parts sociales. RCS: PERPIGNAN.

Rectificatif à la parution du 16/10/2020 dans Le Travailleur Catalan pour la société Alenka. Il fallait lire pour président démissionnaire: Mariam Manukyan.

NORDICA CERDAGNE SASU au Capital: 500€ ZONE LA GORDIOLE 16 AV DU CAMP GRAND, 66340 OSSEJA RCS: 850459504 de PERPIGNAN L'associé unique décide la dissolution anticipée le 06/11/2020. Liquidateur: ARRO Guy, Pres. de la société. Siège de liq.: siège de la société. Modification au RCS de PERPIGNAN

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 10 novembre 2020, il a été constitué une société dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination : GAUSTATOPPEN

Forme: Société par Actions Simplifiée

Capital : 5 000 €

Siège social : 5, rue du Moulinas, 66330 Cabestany

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation au RCS.

Objet :

- la prise de participations dans tous types de sociétés françaises ou étrangères,

- la gestion pour compte propre de ses participations,

- toutes prestations de services de nature financière, stratégique, commerciale.

Président : PERIC, société à responsabilité limitée sise 5, rue du Moulinas, 66330 Cabestany, immatriculée au RCS Perpignan sous le numéro 890 785 884, représentée par son gérant, Monsieur Benoit Chatillon demeurant Ferme de Lendrevie, 81990 Salies.

Admission aux assemblées générales et Exercice du droit de vote : Tout associé a le droit d'assister aux

Assemblées Générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité. Chaque associé a autant de voix qu'il possède d'actions, sans limitation.

Transmission des actions : La cession d'actions au profit de tiers est soumise à une procédure d'agrément des associés, prise par décision collective extraordinaire.

La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Perpignan.

Pour avis

ROUTE66-LOCATION

SASU au capital de 1.000 €

Siège : 8 rue de la Cloche d'Or 66000 Perpignan

843 680 745 R.C.S. Perpignan

Par PV du 01/09/2020, l'associé unique a décidé de modifier la dénomination qui devient : CANET SUD PIZZA, de transférer le siège social au 1 av Terrasse de Levant 66140 Canet en Roussillon, et d'ajouter à l'objet social les activités suivantes : Pizza, restauration rapide avec vente d'alcool, salade, snack, point chaud, terminal de cuisson.

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte reçu par Maître Jérôme de ZERBI, Notaire Soussigné membre de la Société Civile Professionnelle « Philippe SARDA, Jérôme SPITERI, Aude XABÉ-POIRIER et Jérôme de ZERBI », titulaire d'un Office Notarial à PERPIGNAN (66000) 44, Rue Hector Guimard, le 2 novembre 2020, a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :

La société a pour objet : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

La dénomination sociale est : AGENCE IMMOV.

Le siège social est fixé à : TAUTAVEL (66720), avenue Omer Auriach.

La société est constituée pour une durée de 99 années

Le capital social est fixé à la somme de : CENT QUARANTE-SEPT MILLE EUROS (147.000,00 EUR).

Les parts sont librement cessibles entre associés et au profit de l'ascendant ou du descendant d'un associé, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Les premiers co-gérants sont : M. Olivier MOLINA demeurant à 11 Bis Rue Frédéric 66000 Perpignan et M

Nicolas MOLINA demeurant D 13 La Croisette 48400 BARRE-DES-CEVENNES.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PERPIGNAN

Pour avis

Le notaire.

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte reçu par Maître Jérôme SPITERI, Notaire Soussigné de la Société Civile Professionnelle « Philippe SARDA, Jérôme SPITERI, Aude XABÉ-POIRIER et Jérôme de ZERBI », titulaire d'un Office Notarial à PERPIGNAN (66000) 44, Rue Hector Guimard, le 15 octobre 2020, a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :

La société a pour objet : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

La dénomination sociale est : SCI JOAN ET ROMY.

Le siège social est fixé à : SAINTE-MARIE-LA-MER (66470) 44 rue des Goelands.

La société est constituée pour une durée de 99 années

Le capital social est fixé à la somme de : MILLE EUROS (1.000,00 EUR).

Les apports sont en numéraire, à libération immédiate.

toutes les cessions de parts, quelle que soit la qualité du ou des cessionnaires, sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Le premier gérant est : Madame Alexandra URBANCZYK demeurant 17 rue des Illobères - 66140 CANET EN ROUSSILLON.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PERPIGNAN

Pour avis

Le notaire.

RECTIFICATIF

Dans l'annonce parue dans Le Travailleur CATALAN N°3854, le 30/10/2020 concernant la SAS AMIN COIFFURE, il fallait lire à propos de l'adresse du siège social : 5 BIS rue des Remparts St Jacques, 66000 PERPIGNAN.

Pour insertion



Habilité à la parution de vos annonces légales. legales@letc.fr